

## Des postes de profs en moins à la rentrée 2023, surtout à Lille et Paris

éducation | gouvernement | enseignants | budget  
Paris, France | AFP | 13/12/2022 19:32 UTC+1

Le ministère de l'Education a présenté mardi la répartition par académie des postes dans l'enseignement public pour septembre 2023, marquée par plus de 1.100 suppressions d'emplois, notamment dans les académies de Paris et Lille, sur fond de baisse de la démographie des élèves.

A l'école primaire, une forte baisse démographique est à nouveau attendue à la rentrée 2023, avec une diminution d'effectifs de 63.748 élèves (après -49.699 élèves à la rentrée 2022). Ce phénomène devrait concerner tout le territoire, à part Mayotte et la Guyane.

Dans ce contexte, l'enseignement public devrait connaître pour la rentrée 2023 une baisse de 667 postes (calculés en "moyens d'enseignement", c'est-à-dire en tenant compte du fait que certains enseignants stagiaires sont à mi-temps et d'autres à plein temps), a indiqué le ministère dans un communiqué à l'issue d'un comité technique ministériel (CTMEN).

Cette baisse correspond à la suppression de 1.000 postes d'enseignants et personnels administratifs en équivalents temps-plein (ETP) prévue par le projet de budget 2023.

Au total, 19 académies seront concernées par ces baisses, quatre connaîtront une stabilité et sept des créations de postes. Les académies de Lille et Paris sont particulièrement touchées (-155 pour Paris et -150 pour Lille, -99 pour la Normandie, -85 pour Nancy-Metz). Mayotte, la Guyane et la Réunion bénéficieront de créations, tout comme Versailles, Créteil, Nice et Montpellier.

Le second degré devrait connaître aussi une baisse démographique, mais très légère (-840 élèves), qui s'accompagnera d'une diminution de 498 postes (en moyens d'enseignement).

Là encore, des variations territoriales sont observées: des baisses sont prévues dans 19 académies, particulièrement marquées dans celles de Paris (-182) et Lille (-160), de Guadeloupe (-106) ou de Normandie (-105). A l'inverse, neuf académies connaîtront des créations (dont Montpellier, Créteil, Versailles et Lyon), et une sera stable (Orléans-Tours).

Des annonces loin de contenter les syndicats. Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, "l'Etat passe à côté des enjeux posés à l'école" dans le premier degré, qui aurait besoin d'enseignants spécialisés ou de remplaçants, tandis que le second degré "continue de payer un lourd tribut".

"C'est encore une rentrée avec des suppressions de postes dans le second degré", regrette également Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. "En six ans, ça fait 8.381 les suppressions d'emplois dans les collèges et les lycées", ajoute-t-elle, au "mépris des conditions de travail et des conditions d'apprentissage des élèves".

